

# Une bonne gouvernance pour un tourisme en perspective du développement durable

## A good governance for sustainable tourism development perspective

**KOURAD Hanan**

Docteur en sciences économiques

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales

Université Cadi Ayyad- Maroc

Laboratoire de Recherche en Economie de l'Energie, Environnement et Ressource (GREER)

**Date de soumission :** 27/03/2024

**Date d'acceptation :** 07/04/2024

**Pour citer cet article :**

KOURAD. H. (2024) «Une bonne gouvernance pour un tourisme en perspective du développement durable»,  
Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 5 » pp : 176 – 193.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Ces dernières décennies, on assiste à un essor exponentiel dans le domaine du tourisme. Il est donc évident que les voyages en masse effectués à travers les quatre coins du globe aient des répercussions significatives sur l'environnement, la société ainsi que sur l'économie à l'échelle internationale. Conséquemment, il est impératif que l'industrie touristique adopte une approche de gouvernance performante afin de devenir un acteur essentiel du développement durable, qui permettra de préserver les ressources naturelles, de préserver les cultures locales et de favoriser la dynamique économique des communautés. Cette perspective serait en mesure de répondre aux besoins du présent sans pour autant porter atteinte à ceux des générations futures.

En bref, il est essentiel que le tourisme durable travaille en collaboration avec le développement durable grâce à une gouvernance performante pour assurer un avenir durable aux destinations touristiques. La collaboration entre les différentes parties prenantes s'avère primordial en vue de créer un environnement favorable à l'échange d'informations, à la consultation et à la participation des acteurs concernés.

Dans cette optique, l'objectif escompté de cet article est de mettre en exergue la relation entre le tourisme durable est le développement durable par le biais d'une bonne gouvernance.

**Mots clés :** Le développement ; le développement durable ; le tourisme durable ; la durabilité ; la gouvernance.

## Abstract

In recent decades, we have witnessed an exponential growth in the field of tourism. It is therefore obvious that mass travel across the four corners of the globe has significant repercussions on the environment, society and the economy on an international scale. Consequently, it is imperative that the tourism industry adopts an effective governance approach in order to become an essential player in sustainable development, which will help preserve natural resources, preserve local cultures and promote the economic dynamics of communities. This perspective would be able to meet the needs of the present without harming those of future generations.

In short, it is essential that sustainable tourism work in collaboration with sustainable development through effective governance to ensure a sustainable future for tourism destinations. Collaboration between the different stakeholders is essential in order to create an environment favorable to the exchange of information, consultation and participation of the actors concerned.

With this in mind, the aim of this article is to highlight the relationship between sustainable tourism and sustainable development through good governance.

**Keywords:** Development; Sustainable development; Sustainable tourism; Durability; The Governance.

## Introduction

En 2019 le nombre d'arrivées de touristes internationaux à progressivement évolué pour franchir 1,5 milliards selon l'Organisation mondiale du tourisme (2020). Ce nombre est susceptible d'augmenter pour atteindre 1,8 milliards de touristes internationaux d'ici 2030, (OMT et PNUD ; 2017). Toutefois, force est de noter que ce chiffre a été révisé suite aux effets engendrés par la pandémie COVID 19 (Gossling et al, 2020). Il est également à souligner que malgré la prépondérance accordée au tourisme international de tourisme interne représente 85 % des voyages mondiaux. En effet, avant la conjoncture de l'épidémie, le nombre des voyages touristiques enregistrés annuellement a nettement surpassé le nombre de la population mondiale (Hall, 2015).

Il est, de surcroît, opportun de noter que les dépenses absolues du tourisme ont considérablement évolué selon le Conseil mondial des voyages et du tourisme (WTTC 2019) qui estime que les touristes mondiaux ont dépensé 7,6 trillion de dollars américains, soit l'équivalent de 10,2 % du PIB mondial en 2017. Ces chiffres colossaux mettent en exergue incontestablement l'importance de l'industrie touristique dans le domaine économique. Cela justifie, outre mesure, la richesse de la littérature ayant abordé le sujet des retombées de l'épanouissement touristique à différentes échelles (Esfandiar et al. 2020 ; Gossling et al, 2018 ; Hall et al. 2015 ; Rasoolimanesh & Jaafar, 2017 ; Scott et al, 2016 ; Sharpley & Telfer, 2014). En revanche, il n'est pas à omettre que même si un bon nombre de chercheurs se sont longtemps intéressés aux impacts du tourisme (Mathieson & Wall, 1982), d'autres, à l'inverse, se sont plutôt arrêtés sur sa viabilité ainsi que sur les limites de sa croissance (Fodness, 2017; Gossling et al 2012; Hall, 2019).

Dans cette perspective, on a assisté au cours de ces dernières décennies à l'émergence de nouveaux concepts à savoir « tourisme durable », « écotourisme » ou encore « tourisme vert » qui se sont accaparés de l'attention des théoriciens, d'une part et des praticiens du tourisme d'autre part. Ainsi, le développement du tourisme durable est désormais devenu l'objectif primordial de la politique et de la pratique touristique. Toutefois, ce nouveau-né de la terminologie de l'industrie touristique a fait l'objet de débats vigoureux quant à sa définition. Par conséquent, plusieurs acceptions surgissent dans la mesure où « la définition du développement durable dans le contexte du tourisme est devenue quelque chose d'une industrie de cottage dans la littérature académique de ces derniers temps » (Garrod & Fyall, 1998). Néanmoins, les différentes définitions peuvent être répertoriées en deux catégories, les unes considérant le tourisme en tant qu'activité économique (Hunter, 1995) et les autres interprétant

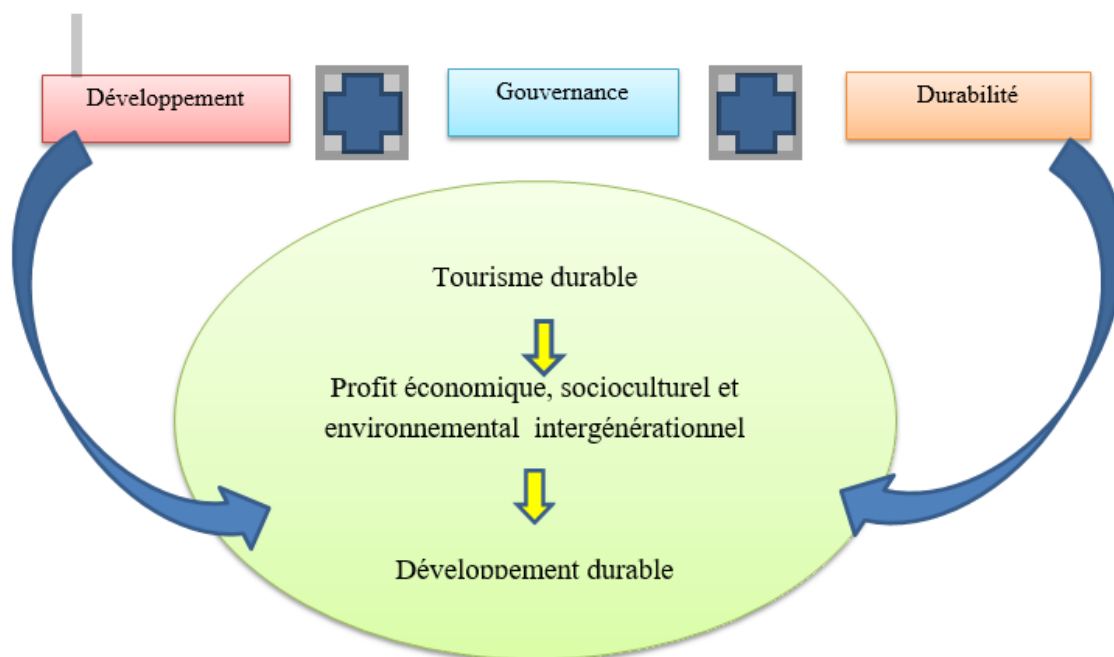
le tourisme comme un élément inhérent du développement durable (Corin, 1990). Cependant, Lanfant et Grabun (1992) attestent qu'il y avait eu un choc conséquent à établir une relation théorique entre le tourisme durable et le développement durable. Dans cet ordre d'idées, il s'avère, a priori, indispensable d'identifier le développement durable, en amont et d'établir le lien théorique entre le tourisme et le développement durable, en aval.

En effet, les autres ODD constituent la pierre angulaire de l'agenda 2030 des Nations Unies (UN, 2015). Effectivement, les 17 objectifs visent à promouvoir le développement durable tout en préservant les ressources naturelles et en créant des emplois pour les communautés locales en conservant et en respectant la culture et les produits locaux (UNWTO & UNDP, 2017). Conséquemment, les ODD sont d'ores et déjà, des points focaux majeurs susceptibles de mettre en évidence la contribution du tourisme au développement durable (Hall, 2019; UNWTO & PNUD, 2017).

Dans ce sillage, et dans le dessein de mettre en œuvre les objectifs du développement durable, chaque État membre est appelé à définir des objectifs spécifiés et à élaborer les processus de mise en œuvre appropriés. Ainsi, la gouvernance s'avère inséparable de la mise en œuvre des ODD (Meuleman & Niestroy, 2019). D'ailleurs, la recherche touristique reconnaît que la durabilité économique, socioculturelle et environnementale nécessite un processus de gouvernance efficace qui tient compte des objectifs et des contextes spécifiques locaux (Richins, 2011). En d'autres termes, une gouvernance efficace implique incontestablement des institutions appropriées, des cadres de prise de décision, des processus de planification et des codes de pratique (Bramwell & Lane, 2011). En effet, il n'est nul doute que la gouvernance constitue une question prépondérante pour veiller à ce que la mise en œuvre de la stratégie touristique soit réellement durable et puisse répondre aux besoins des parties prenantes et des communautés de destination et aux moyens par lesquels elle est surveillée et évaluée, ainsi qu'à l'adhésion du tourisme aux dispositions de gouvernance existantes (Jenkins et al., 2014).

Dans ce sillage, le présent article vise à établir un pont théorique entre le tourisme durable et le développement durable à travers la gouvernance. Dans ce sens, il n'est nullement question d'un ajout à la littérature déjà existante mais plutôt on vise à introduire une plateforme solide pour un débat sur la problématique suivante :

**Le tourisme durable peut-il contribuer au développement durable à travers la bonne gouvernance ?**



Les hypothèses de notre recherche seront reformulées comme suit :

- Afin de réaliser un tourisme durable, les parties prenantes du domaine touristique sont appelés à adopter les principes du développement durable.
- Une bonne gouvernance est susceptible de réaliser un tourisme durable.

Pour se faire, on adoptera une approche conceptuelle du moment que celle-ci favorise la compréhension et l'interprétation des concepts clés de la problématique. Cette approche permet également l'exploration des idées sous-jacentes, les principes et les éventuels liens entre les différents concepts sans pour autant se focaliser sur les applications pratiques. Notre objectif prioritaire est d'encourager la réflexion critique et la construction de liens entre le tourisme durable et le développement durable.

Il s'avère opportun de noter que le présent article s'agencera autour de cinq sections outre l'introduction et la conclusion. Dans ce sens, la première section traitera l'évolution conceptuelle du terme « développement ». La deuxième section sera consacrée à l'identification de la variable « durabilité » pour que la troisième section jette davantage de lumière sur la combinaison « développement durable ». Quant à la quatrième section, elle abordera « le tourisme durable en perspective du développement durable ». Enfin, la cinquième section mettra en évidence l'importance de la bonne gouvernance dans la réalisation du tourisme durable.

## **1. Le développement : de la modernisation au développement alternatif**

Le concept de développement durable a été souvent sujet à des interprétations diverses et parfois contradictoires. La complexité de sa définition découle notamment de la multiplicité des définitions et des approches, reflétant la variété des disciplines et des intérêts impliqués. En effet, « les gens de nombreux domaines divers utilisent le terme dans des contextes différents et ils ont des concepts, des approches et des préjugés très différents » (Heinen, 2023). Pour certains chercheurs, le terme demeure ambigu et intrinsèquement contradictoire (Redclift, 1987 ; Worster, 1993) du moment que la compatibilité entre la préservation des ressources naturelles et le développement économique demeure incertaine. Toutefois, malgré ces défis inhérents de sa définition, le développement durable est conçu tel un domaine propice au dialogue et à la réconciliation entre différentes perspectives, en l'occurrence celles axées sur la croissance économique et celles privilégiant la préservation de l'environnement.

Par conséquent, la notion de développement durable est considérée en termes de convergence entre le développement, compris comme un processus de transformation sociétale vers un état amélioré, et la durabilité, qui implique la préservation des ressources et de l'environnement pour les générations futures (Lélé, 1991). De cette juxtaposition, émergent des questions quant à la possibilité de concilier croissance économique et préservation de l'environnement même si certains critiques trouvent dans cette ambition un éventuel oxymore.

Le concept de développement a évolué au fil du temps depuis une vision centrée sur la modernisation et la croissance économique vers une définition plus large et inclusive. Cette révision au niveau du sens met l'accent sur la réduction de la pauvreté, du chômage et des inégalités, en soulignant l'importance des aspects sociaux, culturels et politiques du développement, en plus de ses dimensions économiques.

Quatre théories principales du développement sont discutées depuis 1950. Elles illustrent les différentes approches et paradigmes ayant émergé au fil du temps. En effet, Chaque nouveau paradigme a émergé à la suite d'une connaissance croissante et de la compréhension du processus de développement et d'un rejet consécutif des paradigmes précédents. (Telfer, 1996 ; Wall, 1997).

### **1.1 Théorie de la Modernisation**

Basée sur une perspective évolutionniste, cette théorie conçoit la modernisation en tant que processus intrinsèque à toutes les sociétés, guidé par la croissance économique (Hettne, 1990). D'ailleurs, la prémisse centrale du paradigme est la croissance économique qui, selon Rostow (1960), permet aux sociétés d'enjamber progressivement des étapes de la tradition pour

atteindre une ère de consommation de masse. Toutefois, la théorie a été largement critiquée compte tenu de son ethnocentrisme et de son insuffisance à adresser les disparités régionales.

### **1.2 Théorie de la Dépendance**

Cette théorie suggère que le développement de certains pays demeure tributaire de leur intégration dans un système économique mondial dominé par les pays développés. En d'autres termes, elle projette davantage de lumière sur les déséquilibres et les inégalités générés par le système capitaliste mondial. En fait, selon Dos Santos (1970) il est question de relation dépendante puisque certains pays ne peuvent évoluer qu'en guise de reflet de l'expansion des pays dominants. De son côté, Baran (1963) atteste que « pour que les pays arriérés puissent entrer sur la voie de la croissance économique et du progrès social, le cadre politique de leur existence doit être radicalement réaménagé ».

### **1.3 Contre-révolution Néoclassique**

Les années 70 du siècle précédent ont connu une effervescence au niveau de la pensée du développement. Conséquemment une variété de nouvelles écoles de pensée ont surgi, ce qui a donné lieu au remplacement des paradigmes consécutifs de modernisation et de dépendance par une diversité de nouvelles approches (Hoogvelt, 1982). Toutefois, ce n'est que dans les années 1980 qu'apparaît la théorie contre-révolution Néoclassique. Influencée par la théorie économique néoclassique, cette approche promeut la libéralisation du commerce et la réduction de l'intervention de l'État, favorisant le marché libre comme en tant que lubrifiant du développement (Ingham, 1998). Cette théorie a été adoptée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) quant à leurs programmes de prêts d'ajustement structurel (SAL) (Mosley and Toye, 1988).

### **1.4 Développement Alternatif**

Rejetant les modèles linéaires axés sur la croissance économique, la théorie du développement alternatif suggère une vision plus holistique du développement (Redclift, 1987). Elle représente certes un continuum du paradigme du développement mais en valorisant l'autonomie, la satisfaction des besoins de base, ainsi que la prise en compte des limites environnementales. Selon Streeten (1977), le principe fondamental de cette théorie est d'être endogène. En d'autres termes, le développement alternatif vise la satisfaction des besoins de base en favorisant un profit de la communauté locale dans le respect total de l'environnement aussi bien naturel que culturel. Pour Schumacher (1974), « le développement ne commence pas par les biens, mais par les personnes et leur éducation, leur organisation et leur discipline ».

## 2. De la durabilité au développement durable

De prime abord, il importe de souligner que Seghezzeo (2009) estime que le mot « durabilité », en tant que dérivé du mot anglais « sustain », est l'un des concepts les plus controversés de nos jours. En effet, ce mot ne donne pas une compréhension globale du même phénomène. Autrement dit, sa signification peut fluctuer naturellement ou régionalement selon les évolutions des circonstances dans divers pays, voire continents (Amodu, 2020 ; Molotokienè, 2021). Par ailleurs, de nombreux domaines ont connu l'intrusion du terme « durabilité », en l'occurrence, l'environnement, l'économie, l'éducation, l'exploitation des ressources naturelles et énergétiques, les politiques gouvernementales nationales et internationales, la production et la société.

Dans un contexte général, il désigne la période (la durée) pendant laquelle un domaine donné est en mesure de répondre normalement à un besoin au fil du temps. Ainsi définie, cette notion de durée devient motrice dans l'étude des systèmes socio-écologiques ou concept clé de l'analyse fonctionnelle du lien entre l'environnement et le développement.

La durabilité a été intégrée, pour la première fois, en tant que concept dans la Charte mondiale de la nature, adoptée en 1982 par l'UNESCO pour la conservation de la nature. Selon Yavuz (2010) estime que la durabilité est le moyen le plus propice susceptible de préserver l'écosystème, les sources atmosphériques et les organismes dont les individus profitent tout au long de leur vie, tout en assurant la durabilité.

De surcroît, il est à noter que le concept de durabilité est largement employé par les chercheurs, les praticiens et les universitaires (Mensah & Enu-Kwesi, 2019 ; Milne & Gray, 2013 ; Thomas, 2015 ; Tjarve & Zemite, 2016) dans la littérature pour améliorer et préserver un système économique, écologique et social sain tout en favorisant le développement humain. Ben-Eli (2015) a défini la durabilité en tant qu'équilibre dynamique entre la population et sa capacité de charge écologique, afin que la population puisse se développer à son plein potentiel sans avoir d'effets irréversibles sur sa capacité de charge. De son côté, Stoddart (2011) voit que la durabilité peut être définie comme une répartition efficace et juste des ressources, en harmonie avec le fonctionnement des activités socio-économiques au sein des écosystèmes. Dans cette même perspective, DESA-UN (2018) confirme que l'objectif principal du concept de durabilité est de favoriser un équilibre adéquat entre la société, l'économie et l'environnement, compte tenu de la capacité de régénération des écosystèmes vitaux de la planète. Conséquemment, il est essentiel de mettre l'accent sur cet alignement et cet équilibre dynamique dans une définition importante de la durabilité (Gosling-Goldsmith, 2018). Il semble donc évident que la durabilité

se concentre sur les actions humaines susceptibles de répondre aux besoins et aux désirs des individus sans pour autant épuiser les ressources productives disponibles Thomas (2015). Il est dans ce sens opportun de noter que Hák et al (2016) soulignent que transformer la société, l'environnement et l'économie mondiale en une société durable est l'une des missions les plus complexes auxquelles l'humanité est actuellement confrontée.

Cependant, Mensah & Enu-Kwesi (2019), pensent il est également crucial que la définition accorde une importance à la notion d'égalité entre les générations, qui semble apparemment une idée essentielle quoiqu'elle pose des problèmes, du moment que les besoins des générations futures ne sont ni simples à définir ni à déterminer. En fait, les théories actuelles de la durabilité visent à classer et à incorporer les modèles économiques en vue de faire face aux défis humains de manière durable, ce qui générera des bénéfices durables aux populations (Hussain et al, 2014 ; UNSD, 2018). Dans ce sillage, il n'est pas à omettre que les modèles économiques visent à rassembler et à exploiter de manière durable le capital naturel au moment où les modèles environnementaux se focalisent essentiellement sur la préservation de la biodiversité et de l'intégrité écologique, tandis que les modèles sociaux s'acharnent à améliorer les systèmes politiques, culturels, religieux, sanitaires et éducatifs, dans le but de préserver la dignité et le bien-être humain (Acemoglu & Robinson, 2012; Evers, 2018).

Enfin, il importe de souligner qu'il est crucial de faire la distinction entre la durabilité et le développement durable bien qu'on les emploie fréquemment en tant que synonymes. En effet, la durabilité est le point culminant du développement durable (Diesendor, 2000). De son côté, Gray (2010) était ce postulat en précisant que la « durabilité » désigne un état alors que le développement durable désigne le processus pour atteindre cet état.

### **3. Le développement durable**

Il est un consensus que le développement durable est un concept polyvalent et multidimensionnel du moment qu'il englobe simultanément les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Il vise à satisfaire les besoins actuels sans compromettre ceux des générations futures. En ce sens, il suggère que la santé des écosystèmes naturels et la disponibilité des ressources naturelles sont étroitement liées au bien-être humain. En d'autres termes, l'objectif crucial de cette approche est d'intégrer de manière harmonieusement holistique les aspects économiques, sociaux et environnementaux du progrès, en vue de construire un avenir viable et équilibré pour tout un chacun.

Dans cette perspective, il s'avère opportun de mentionner que le rapport Brundtland de 1987, appelé également « *Notre avenir à tous* » publié par la Commission mondiale sur

l'environnement et le développement des Nations Unies, constitue l'essor du concept de développement durable en le définissant en termes de « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité du futur ». En fait, selon ce même rapport, le développement durable serait « une évolution qui satisfait les besoins actuels tout en préservant la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Conséquemment, l'importance de l'équité intergénérationnelle est nettement mise en exergue en soulignant que les actions prises aujourd'hui auront, sans aucun doute, un effet sur les conditions de vie des générations futures. En ce sens, le développement durable est fondé sur trois piliers d'une prépondérance incontestable. Ainsi, l'aspect environnemental tient compte de la préservation et de la restauration des écosystèmes naturels tout en veillant particulièrement à minimiser les conséquences néfastes des activités humaines sur l'environnement. En d'autres termes, il est impératif de préserver la biodiversité et les ressources naturelles (eau, sol, air), de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de privilégier une économie circulaire. Sur le plan social, le développement durable vise à favoriser l'équité sociale en assurant un accès équitable aux ressources et aux opportunités dans le respect total des droits humains fondamentaux. Il est question dans cette optique de combattre la pauvreté et de diminuer les inégalités en favorisant la santé et l'éducation des populations. En troisième lieu, sur le plan économique, le développement durable a pour objectif d'encourager une croissance économique inclusive et durable susceptible de générer des emplois avantageux, de stimuler l'innovation et de renforcer la résilience économique. Bien évidemment, cela exige une réévaluation des schémas de production et de consommation, des investissements dans des technologies respectueuses de l'environnement et efficaces, ainsi que la promotion de pratiques commerciales responsables. De surcroît, il convient de noter qu'au cours de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Sommet de la Terre), plus de 178 pays ont adopté l'Agenda 21 définissant les stratégies mondiales pour restaurer l'environnement et encourager un développement écologiquement rationnel. Le développement durable est devenu, d'ores et déjà, une idée centrale de la théorie et de la politique du développement international. Ensuite, des efforts se sont déployés en crescendo à l'échelle internationale en vue d'encourager le développement durable. Effectivement, en 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable. Cet agenda de 17 objectifs (ODD) ambitieux constitue une feuille de route pour créer une société mondialement équitable et un environnement prospère. En effet, selon Stuart & Woodroffe (2016), les ODD reflètent minutieusement le concept de l'inclusion de toutes les

parties prenantes de la société dans la construction d'une planète plus durable pour toute l'humanité.

#### **4. Le tourisme durable en perspective du développement durable**

Dans le dessein de s'inscrire dans la durabilité et d'adhérer aux principes du développement durable, le tourisme durable est une méthode de voyage qui aspire à réduire au maximum l'empreinte environnementale, socioculturelle et économique des activités touristiques. Appelé également écotourisme, il vise, entre autres objectifs, la préservation des ressources naturelles et culturelles, ainsi que le bien-être des communautés locales. Dans ce sillage, ce type de tourisme se focalise sur la protection des lieux visités, la sensibilisation à l'environnement et à la culture, voire même la répartition équitable des bénéfices économiques de l'industrie touristique.

Dans cette optique, il convient de souligner que le tourisme durable s'appuie sur plusieurs principes fondamentaux. En effet, il cherche à réduire les retombées des activités touristiques susceptibles d'être néfastes sur les écosystèmes naturels notamment la pollution, en préservant la biodiversité et en favorisant une gestion responsable des ressources naturelles. Il importe de noter dans ce sens que grâce à cette forme de tourisme, les traditions, les coutumes et les modes de vie des populations locales sont reconnus et respectés. Autrement dit, il semble crucial de favoriser les échanges culturels respectueux et de prévenir toute dégradation ou matérialisation des cultures locales. En fait, le tourisme a le potentiel de contribuer, directement ou indirectement, à chacun des 17 ODD (UNWTO & UNDP, 2017). Conséquemment, on peut stimuler la création d'emplois locaux, promouvoir le commerce équitable et soutenir les initiatives de développement communautaire. Les bénéfices pour les communautés locales sont maximisés. Effectivement, le tourisme durable a été reconnu comme jouant un rôle particulièrement prépondérant dans la réalisation des objectifs 8 (croissance économique inclusive et durable), 12 (consommation et production durables) et 14 (utilisation durable des océans et des ressources marines) (UNWTO & UNDP, 2017).

Sous un autre angle, la planification et la gestion des destinations touristiques semblent primordiales afin d'assurer un tourisme durable qui prend en considération des capacités de charge des écosystèmes, de la préservation des sites culturels et de la qualité de vie des autochtones. Toutefois, force est de tenir en compte que l'« opérationnalisation du développement touristique durable est chargée de difficultés » (Hunter, 1995). Dans cet ordre d'idées, Klemm (1992) atteste que « le véritable défi pour l'avenir est de fournir un tourisme durable au marché de masse ».

Pour ces raisons et dans le but de concrétiser les principes fondamentaux du tourisme durable, diverses méthodes et initiatives ont été mises en œuvre. A titre indicatif, les opérateurs touristiques respectant les normes spécifiques en matière de durabilité sont gratifiés grâce à des programmes de certification et des labels de tourisme durable<sup>1</sup>, en l'occurrence le label Green Globe ou le programme Global Sustainable Tourism Council (GSTC). En outre, il n'est pas à omettre que dans le contexte actuel, le tourisme durable s'impose davantage eu égard à la pression grandissante du tourisme de masse qui met en péril de nombreux écosystèmes et cultures à travers le globe. C'est pourquoi, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et le GSTC s'efforcent de favoriser des pratiques touristiques durables à travers le monde World Tourism Organization (UNWTO) (2020).

### 5. Une bonne gouvernance : gage d'un tourisme durable

Il n'est nul doute que La gouvernance efficace joue un rôle crucial dans la promotion et le développement d'un tourisme durable. Toutefois, son importance semble rarement exposée de manière claire dans les études sur les ITS (Tanguay et al, 2013). Il s'avère évident que l'essor du tourisme durable exige une gouvernance efficace, comprenant des institutions appropriées, des règles de prise de décisions et des pratiques d'évaluation et de suivi des politiques, afin de répondre aux dimensions économique, socioculturelle et environnementale du développement durable (Bramwell & Lane, 2011). Dans cet ordre d'idées, La gouvernance suppose la mise en œuvre de processus de planification transparente et de débats politiques en vue de déterminer les programmes, les alternatives d'action disponibles, les mesures de ces actions, et la manière dont elles seront évaluées et surveillées (Hilmi et al. 2020) ; (Hall, 2011). En effet, le développement de la capacité organisationnelle en matière de durabilité nécessite un engagement propice favorisant la recherche ainsi que le développement des ressources humaines (Labuschagne et al. 2005).

- 
- <sup>1</sup> **EarthCheck** propose des certifications et des programmes de durabilité pour les entreprises touristiques, les hôtels, les destinations, les gouvernements, les promoteurs et les concepteurs de bâtiments, les parcs terrestres et marins et les événements.
  - **Green Globe** est la principale certification mondiale en matière d'exploitation et de gestion durables des voyages et du tourisme dans le monde entier. Ses certificats peuvent être décernés aux hôtels, aux centres de villégiature, aux centres de conférence et d'attraction.
  - **Leadership in Energy and Environmental Design** est une série de systèmes d'évaluation visant à améliorer les performances environnementales et sanitaires des sites et structures des bâtiments et des quartiers.
  - Les critères **GSTC** constituent la base de l'accréditation des organismes de certification qui certifient les hôtels/hébergements, les voyageurs/prestataires de transport et les destinations comme ayant mis en place des politiques et des pratiques durables.

Définie en termes de « l'acte de gouverner » (Hall, 2011), la gouvernance du tourisme repose sur un ensemble d'arrangements impliquant des acteurs spécifiques, à savoir, des institutions de décision liées au tourisme ; des partenariats public-privé ; des organes de réglementation ; des organisations supranationales ; des gouvernements aux niveaux local, régional et national ; des communautés ; et des entreprises privées (Hall, 2011). En d'autres termes, les parties prenantes sont appelées à œuvrer ensemble pour répondre aux exigences d'une bonne gouvernance.

Dans cette optique, les processus de prise de décision et les politiques liées au tourisme doivent être ouverts, transparents et accessibles à tous les acteurs impliqués. En outre, la participation active des parties prenantes, en l'occurrence les communautés locales, les représentants du secteur privé, les organisations de la société civile<sup>2</sup> et les autorités publiques, est crucial afin de planifier, mettre en place et évaluer les politiques et les projets touristiques. D'un autre côté, il est primordial d'intégrer les aspects économiques, environnementaux, sociaux et culturels du développement durable dans toutes les politiques, les plans et les projets touristiques. Force est également de noter que la bonne gouvernance exige des normes éthiques élevées lorsqu'il s'agit de gérer les affaires touristiques. En d'autres termes, les décisions prises en la matière doivent inclure le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption, la promotion de l'équité et de l'inclusion, sans pour autant négliger le respect des cultures et des valeurs locales.

Ainsi, il semble évident qu'en respectant ces principes de gouvernance efficace, il est possible de promouvoir un tourisme durable susceptible de favoriser le développement local, de préserver l'environnement, de respecter les cultures et de générer des bénéfices économiques durables.

### **Conclusion**

Le secteur du tourisme a connu une croissance fulgurante, ces dernières décennies, ce qui a engendré des conséquences importantes sur l'environnement, la société et l'économie. Conséquemment, l'industrie touristique est appelée à adopter une approche de gouvernance efficace pour devenir un élément clé du développement durable, susceptible de favoriser la préservation des ressources naturelles, la préservation des cultures locales et la dynamique économique des communautés.

---

<sup>2</sup> Organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : Ces organisations fournissent des informations et des ressources sur divers aspects du développement durable.

Dans cette optique, il est crucial que les divers acteurs du secteur touristique œuvrent ensemble pour favoriser un tourisme durable. En d'autres termes, les gouvernements, les entreprises, les organisations de la société civile et les communautés locales doivent collaborer de façon harmonieuse et coordonnée. D'ailleurs, c'est la bonne gouvernance qui favorise cette collaboration. En plus, cela promeut la création de champ de travail fondé sur la confiance, le partage des responsabilités et la recherche de solutions partagées.

Les autorités gouvernementales ont également un rôle crucial dans la création de politiques et de réglementations avantageuses, la promotion de bonnes pratiques et la mise en place d'incitations pour susciter les entreprises à adopter des approches durables. Quant aux entreprises, il est primordial qu'elles intègrent les principes du développement durable dans leurs activités, en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement, en encourageant la responsabilité sociale des entreprises et en contribuant à la création d'emplois sur le terrain.

Les organisations de la société civile et les communautés locales jouent également un rôle crucial dans le développement d'un tourisme durable. En effet, les associations de la société civile ont la capacité d'agir en tant que protectrices de l'environnement, des droits sociaux et culturels, en surveillant les activités touristiques. En outre, la protection des us et des mœurs culturelles et des ressources naturelles des destinations touristiques incombe aux communautés locales. Dans ce sens, elles doivent être activement impliquées dans la prise de décision et la gestion des activités touristiques.

Dans le dessein d'assurer une gouvernance efficace du tourisme durable, il est également prépondérant d'adopter une approche globale qui tient compte des aspects économiques, environnementaux, sociaux et culturels du développement durable. Autrement dit il est nécessaire de concevoir les politiques et les pratiques de manière à réduire au minimum les conséquences néfastes sur l'environnement, à encourager la création d'emplois locaux et à encourager la préservation des cultures locales. Effectivement, les synergies entre les différentes dimensions du développement durable deviennent optimales grâce à une approche inclusive, ce qui entraîne des bénéfices mutuels pour les destinations touristiques et les communautés locales.

De surcroît, la durabilité est également susceptible d'être corroborée par une bonne gouvernance qui s'appuie sur la planification stratégique et la gestion efficace des ressources. En effet, en adoptant une perspective à long terme, les responsables politiques et les responsables du tourisme peuvent repérer les obstacles et les possibilités, et élaborer des stratégies afin de réduire les risques et de maximiser les bénéfices du tourisme durable.

En résumé, il est crucial que le tourisme durable collabore avec le développement durable grâce à une gouvernance efficace afin de garantir un avenir durable pour les destinations touristiques. Une collaboration entre les parties prenantes est nécessaire pour favoriser la création d'un cadre propice à l'échange d'informations, à la consultation et à la participation des acteurs impliqués. En guise de perspective de notre travail, nous projetons une approche quantitative susceptible de mesurer la corrélation entre le tourisme durable et le développement durable. Dans ce sens, il serait crucial de repenser la problématique en termes d'indicateurs permettant d'évaluer les deux variables en question. Une étude holistique empirique serait en mesure de nous fournir des résultats fiables.

## BIBLIOGRAPHIE

- 1) Nations Unies, O. Objectifs de développement durable [Internet]. *Disponible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable>.*
- 2) El Azyzy, Y., & Moudoud, B. (2023). Le secteur touristique et les enjeux de durabilité et de compétitivité pendant les crises majeures : une étude approfondie de l'impact de la pandémie de covid-19. *Journal of Integrated Studies In Economics, Law, Technical Sciences & Communication, 1(1)*.
- 3) Hamimah, T., Huda, N. N., Kamlun, K. U., Rosmalina, A. R., & Jennifer, C. K. L. (2022, June). Sustainability assessment of mangrove forest as a tourist destination: A case study using GSTC Criteria in Kota Belud, Sabah, Malaysia. In *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science* (Vol. 1053, No. 1, p. 012028). IOP Publishing.
- 4) Djikanovic, D. (2022). The United Nations and sustainable development: UNDP in the fight against poverty in Montenegro. *Journal of Liberty and International Affairs, 8(2)*, 293-306.
- 5) Bramwell, B., & Lane, B. (Eds.). (2000). *Tourism collaboration and partnerships: Politics, practice and sustainability* (Vol. 2). Channel View Publications.
- 6) Hall, C. M., & Jenkins, J. (2004). Tourism and public policy. *A companion to tourism, 523-540*.
- 7) Quinn, B., Jamal, T., & Robinson, M. (2009). The Sage handbook of tourism studies. *Festivals, events and tourism, 483-504*.
- 8) Muhamad, M., & Khabibi, N. I. (2021, March). Monitoring of the tourism village of the mount merapi slope area through the global sustainable tourism council (gstc)

- snapshot assessment system. In *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science* (Vol. 683, No. 1, p. 012113). IOP Publishing.
- 9) Honey, M. (2008). *Ecotourism and sustainable development. Who owns paradise?* (pp. x+-405). (2nd ed.). Island Press.
  - 10) Durband, R. (2021). Establishing sustainability standards in tourism. In *Handbook for Sustainable Tourism Practitioners* (pp. 233-248). Edward Elgar Publishing.
  - 11) Petit, S. (2021). L'année 2021 peut-elle être pire pour le tourisme que 2020?. *Tahiti Pacifique*, (448).
  - 12) Rodríguez-García, R., Ferrero-Ferrero, I., & Fernández-Izquierdo, M. Á. (2023). Analysis of integration of sustainability in sustainability certifications in the hotel industry. *Frontiers in Sustainability*, 4, 1116359.
  - 13) Council, U. G. B. (2005). LEED: Leadership in energy and environmental design. *Washington, DC: US Green Building Council. Website accessed April, 6, 2005.*
  - 14) Gössling, S., Scott, D., & Hall, C. M. (2020). Pandemics, tourism and global change: a rapid assessment of COVID-19. *Journal of sustainable tourism*, 29(1), 1-20.
  - 15) Hall, C. M. (2015). On the mobility of tourism mobilities. *Current Issues in Tourism*, 18(1), 7-10.
  - 16) UNWTO. (2017). International Conference on Integrated Quality Management in Tourism Destinations: A Key to Competitiveness 23–24 June 2016, Bucharest, Romania.
  - 17) WTTC. (2019). *Travel & Tourism Economic Impact World.*
  - 18) Esfandiar, K., Dowling, R., Pearce, J., & Goh, E. (2020). Personal norms and the adoption of pro-environmental binning behaviour in national parks: An integrated structural model approach. *Journal of Sustainable Tourism*, 28(1), 10-32.
  - 19) Gössling, S., & Scott, D. (2018). The decarbonisation impasse: Global tourism leaders' views on climate change mitigation. *Journal of Sustainable Tourism*, 26(12), 2071-2086.
  - 20) Rasoolimanesh, S. M., & Jaafar, M. (2017). Sustainable tourism development and residents' perceptions in World Heritage Site destinations. *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 22(1), 34-48.

- 21) Scott, D., Gössling, S., Hall, C. M., & Peeters, P. (2016). Can tourism be part of the decarbonized global economy? The costs and risks of alternate carbon reduction policy pathways. *Journal of Sustainable Tourism*, 24(1), 52-72.
- 22) Sharpley, R., & Telfer, D. J. (Eds.). (2014). *Tourism and development: Concepts and issues*. Multilingual Matters.
- 23) Mathieson, A., & Wall, G. (1982). *Tourism, economic, physical and social impacts*. Longman.
- 24) Fodness, D. (2017). The problematic nature of sustainable tourism: some implications for planners and managers. *Current Issues in Tourism*, 20(16), 1671-1683.
- 25) Gössling, S., Scott, D., Hall, C. M., Ceron, J. P., & Dubois, G. (2012). Consumer behaviour and demand response of tourists to climate change. *Annals of tourism research*, 39(1), 36-58.
- 26) Gössling, S., & Michael Hall, C. (2019). Sharing versus collaborative economy: how to align ICT developments and the SDGs in tourism?. *Journal of Sustainable Tourism*, 27(1), 74-96.
- 27) HILMI, Y., FATINE, F. E., AJARRAR, N., & BELKBIRA, F. (2020). La pratique de la gouvernance d'entreprise dans la période de crise du Covid-19. Quelles reconfigurations Economiques, Managerielles et Culturelles à l'Epreuve du COVID 19?, 66.
- 28) Fyall, A., & Garrod, B. (1998). Heritage tourism: at what price?. *Managing Leisure*, 3(4), 213-228.
- 29) Hunter, C. J. (1995). On the need to re-conceptualise sustainable tourism development. *Journal of sustainable tourism*, 3(3), 155-165.
- 30) Vintilă, I., Bencsik, I., Păcală, N., Corin, N., Pădeanu, I., Panța, L., ... & Barbat, V. (1990). Embryo transfer in cows under farm conditions.
- 31) Lanfant, M. F., & Graburn, N. H. (1992). International tourism reconsidered: The principle of the alternative. *Tourism alternatives: Potentials and problems in the development of tourism*, 88-112.
- 32) UNWTO & PNUD, (2017) In: Richard Sharpley (2020) Tourism, sustainable development and the theoretical divide: 20 years on, *Journal of Sustainable Tourism*
- 33) Meuleman, L., & Niestroy, I. (2019). Economics and governance for sustainability: Guest editors' introduction. *Public sector economics*, 43(4), 337-343.

- 34) Richins, H., Agrusa, J., Scott, N., & Laws, E. (2011). Tourist destination governance challenges and concerns: questions of development, community involvement, responsiveness and future outcomes. In *Tourist destination governance: practice, theory and issues* (pp. 17-23). Wallingford UK: CABI.
- 35) Bramwell, B., & Lane, B. (2011). Critical research on the governance of tourism and sustainability. *Journal of Sustainable Tourism*, 19(4-5), 411-421.
- 36) Jenkins, J. M., Hall, C. M., & Mkono, M. (2014). Tourism and public policy. *The Wiley Blackwell companion to tourism*, 542-555.
- 37) Heinen, S. (2023). *State-led Economic Transformation in Rwanda 2000-2019: An Evaluation of the Role of Policy in Coffee-processing, Tourism, Food Crops, and Manufacturing* (Doctoral dissertation, SOAS University of London).
- 38) Redclift, M., & Manuel-Navarrete, D. (2015). 'Sustainable places': Place as a vector of culture. Two cases from Mexico. In *Cultural Sustainability and Regional Development* (pp. 17-28). Routledge.
- 39) Worster, D. (1993). The shaky ground of sustainability. *Global ecology: A new arena of political conflict*, 132-145.
- 40) Lele, U. (1991). *Women, structural adjustment and transformation: some lessons and questions from the African experience* (pp. 46-80).
- 41) Telfer, D. J., & Wall, G. (1996). Linkages between tourism and food production. *Annals of tourism Research*, 23(3), 635-653.
- 42) Wall, G. (1997). Is ecotourism sustainable?. *Environmental management*, 21(4), 483-491.
- 43) Hettne, B. (1990). European integration and world development. *The European Journal of Development Research*, 2(2), 186-199.
- 44) Rostow, W. W. (1960). The problem of achieving and maintaining a high rate of economic growth: A historian's view. *The American Economic Review*, 50(2), 106-118.
- 45) Dos Santos, T. (1970). The concept of social classes. *Science & Society*, 166-193.
- 46) Hoogvelt, A. M., & Hoogvelt, A. M. (1982). Theories of social evolution and development: The Marxist tradition. *The Third World in global development*, 149-170.
- 47) Ingham, G. (1998). Money is a socialrelation. In *Critical Realism in Economics* (pp. 117-138). Routledge.